



# Ouvrer pour que les ruraux pauvres se libèrent de la pauvreté au **Cap-Vert**

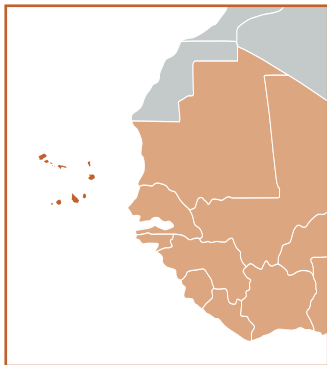
## **La pauvreté rurale au Cap-Vert**

Le Cap-Vert, république indépendante depuis 1975, a réalisé d'importants progrès en matière de croissance économique, d'amélioration de l'éducation et de la santé durant les trente dernières années. Le pays passera ainsi en 2008 de la catégorie des pays les moins avancés à celle des pays à revenu intermédiaire et il est prévu qu'il puisse atteindre en 2015 les Objectifs de développement du millénaire en matière de santé et d'éducation.

Cependant, 37% des Capverdiens vivent sous le seuil de pauvreté et un Capverdien sur cinq survit avec moins d'un dollar par jour. La majorité des pauvres (environ 62%) vit dans les campagnes, bien que l'exode rural tende à faire également gonfler le nombre de pauvres au sein de la population urbaine et plus particulièrement à Praia, la capitale.

La pauvreté au Cap-Vert n'est pas distribuée uniformément entre les îles et peut doubler d'une région à l'autre.

L'île de Santiago concentre plus de la moitié des pauvres, suivie de Santo Antão, San Vicente et Fogo. De plus, les îles de Fogo et São Nicolau ont une population majoritairement rurale et la pauvreté y est plus importante.



Dans la mesure où l'agriculture et la pêche ne représentent au total que 6,8% du produit intérieur brut (PIB), la majorité des pauvres sont agriculteurs ou pêcheurs. Les pauvres sont aussi nombreux parmi les travailleurs des secteurs du commerce et de la construction.

Par ailleurs, la faiblesse des ressources se conjugue à un régime foncier qui privilégie les propriétaires terriens. Les exploitants pauvres dépendent par conséquent d'exploitations fort morcelées et de petite taille.

Environ 40% des terres arables non irriguées appartiennent à des agriculteurs qui cultivent eux-mêmes la terre et la superficie moyenne des parcelles irriguées représente près de 500 m<sup>2</sup> par famille.

La population rurale du Cap-Vert tire sa survie d'une base de ressources totalement inadaptée à ses besoins. Un terrain rocailleux, des conditions climatiques extrêmement rigoureuses, un régime foncier inéquitable, des ressources halieutiques limitées et la rareté des perspectives d'activité économique indépendantes de l'exploitation des ressources naturelles expliquent la très forte incidence de la pauvreté en milieu rural. Au cours des quatre dernières décennies, ces ruraux pauvres ont survécu grâce aux envois de fonds des membres de leur famille travaillant à l'étranger et aux salaires reçus de l'État dans le cadre des chantiers à forte intensité de main-d'œuvre (FAIMO).

Par ailleurs, le chômage, le faible niveau de scolarisation et de qualification, la taille élevée du ménage et le secteur d'activité sont autant de facteurs de pauvreté. Enfin, la pauvreté est plus accentuée dans les ménages dirigés par une femme.

---

## Éradiquer la pauvreté rurale au Cap-Vert

Dès 1997, le gouvernement a mis sur pied un programme national de lutte contre la pauvreté (PNLP) qui s'attaque aux problèmes de la pauvreté en milieu urbain et rural. Ce programme repose sur la conviction que la lutte contre la pauvreté doit s'inscrire dans le long terme, que les mesures doivent être coordonnées et appliquées dans le cadre de la politique officielle de décentralisation et qu'il faut que les bénéficiaires participent réellement dans les activités de développement. Il comporte quatre volets:

- intégration des pauvres dans l'économie
- amélioration de l'accès des pauvres aux services sociaux notamment par des interventions dans la planification familiale et l'approvisionnement en eau potable
- mobilisation sociale grâce à la participation des communautés pauvres à la conception et à l'exécution des activités
- renforcement des capacités des administrations centrale et municipales ainsi que des organisations de la société civile

Par ailleurs, depuis la modification de la constitution, en 1990, le gouvernement suit une politique de délégation de ses fonctions et de transfert des ressources à des entités municipales démocratiquement élues.

Plus récemment, le gouvernement capverdien a élaboré un Document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté (DSCR) 2004-2007, sur la base des acquis du programme national de lutte contre la pauvreté. Ses objectifs sur le long terme sont les suivants:

- promouvoir la bonne gouvernance en renforçant l'efficacité et l'équité
- renforcer la compétitivité économique pour fortifier la croissance économique et créer des emplois
- développer et valoriser le capital humain
- améliorer et développer les infrastructures de base, promouvoir l'aménagement du territoire et protéger l'environnement
- améliorer le système de protection sociale, renforcer son efficacité et garantir sa durabilité

## La stratégie du FIDA au Cap-Vert

Depuis 1978, le FIDA a financé 4 projets et programmes de développement rural au Cap-Vert, pour un montant total de 24,4 millions de dollars. Le programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural est actuellement le seul en cours.

La stratégie adoptée par le FIDA au Cap-Vert consiste à promouvoir la diversification des activités économiques des populations rurales pauvres dans les domaines de l'agriculture, des pêches et des activités artisanales et vise à mettre en place des infrastructures socio-économiques collectives. Cette stratégie se traduit par la mise au point d'un programme national qui s'étend à toutes les îles où se concentrent les populations rurales pauvres. La stratégie insiste, à juste titre, sur la participation des bénéficiaires à la formulation et au ciblage des activités du programme moyennant une approche souple, sur le renforcement des capacités des organisations communautaires pour qu'elles puissent participer réellement à la prise des décisions au niveau local et sur l'instauration d'une collaboration dynamique avec les ONG locales. En ce qui concerne le développement institutionnel, le FIDA s'attache à renforcer les institutions aux niveaux central, régional, municipal et communautaire ainsi qu'à harmoniser ses programmes avec ceux d'autres donateurs dans le contexte national.

**Projets: 4**

**Coût total:  
49,19 millions de dollars**

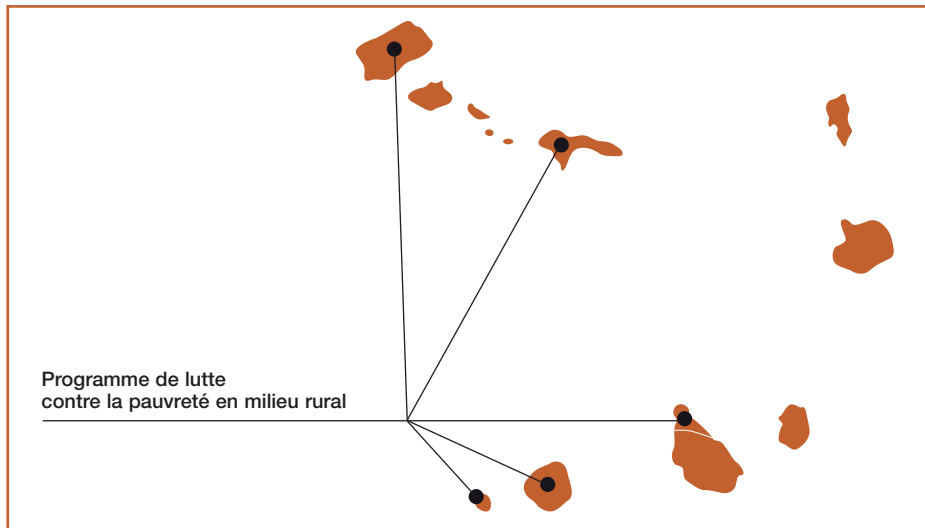
**Prêt total:  
24,40 millions de dollars**

**Bénéficiaires directs:  
15 610 ménages**





## OPÉRATIONS EN COURS



### Programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural

Le programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural vient en appui au programme national de lutte contre la pauvreté (PNLP) lancé par le gouvernement du Cap-Vert en 1997.

Le programme a pour but de créer des organisations durables de ruraux pauvres dans la zone du programme, de mobiliser l'esprit d'entreprise et les compétences d'encadrement des animateurs des groupes locaux, et de développer le capital social des communautés locales. Le programme appuie la politique de décentralisation du gouvernement en créant quatre commissions régionales de partenaires privées (CRP).

L'approche consiste à financer environ 650 microprojets, dont bénéficient environ 11 000 familles, soit près de la moitié de la population pauvre vivant dans la zone du programme. Ces microprojets sont mis en œuvre directement par les communautés (associations formelles de bénéficiaires) en collaboration avec les municipalités ou des organisations non gouvernementales (ONG) locales. Le type de microprojets financés est défini de manière participative en fonction des stratégies d'action élaborées par les partenaires locaux : associations de bénéficiaires, municipalités et ONG, et de la demande émanant des communautés et des groupements locaux ayant des intérêts communs. Les microprojets portent notamment sur des ouvrages d'infrastructure locale, l'adduction d'eau, l'enseignement technique, le logement social, l'appui à des groupes ayant entrepris des activités rémunératrices et des activités de conservation des ressources naturelles.

La principale caractéristique novatrice de ce programme est la construction d'un partenariat local (à travers les CRP) permettant de mobiliser tous les segments dynamiques de la société pour lutter contre la pauvreté. Ce dispositif permet aux associations de ruraux pauvres de travailler sur un pied d'égalité pour mettre en œuvre la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, compte tenu de leur potentiel et de leurs besoins, puis choisir et réaliser des projets relevant de cette stratégie.

De nombreuses études et évaluations portant sur ce programme ont souligné le succès de cette approche participative basée sur la construction d'un partenariat local et son impact sur le développement communautaire ainsi que sur le ciblage des bénéficiaires du programme.

**Coût total:**  
18,3 millions de dollars  
**Prêt du FIDA:**  
9,3 millions de dollars  
**Durée:**  
2000-2009  
**Couverture:** nationale  
**Bénéficiaires:**  
11 000 ménages

# OPÉRATIONS CLÔTURÉES

---

## Projet de développement de la pêche artisanale

A la fin des années 80, le secteur de la pêche, sous-exploité, offrait un important potentiel de croissance et permettait d'augmenter tant les revenus et les possibilités d'emploi pour les communautés de pêcheurs que les sources de protéines pour la population de l'archipel et des recettes d'exportation.

Les principaux objectifs du projet étaient les suivants :

- accroître les prises de poisson et les revenus des artisans pêcheurs
- améliorer la qualité et la régularité des approvisionnements de poisson grâce à une commercialisation plus satisfaisante
- relever le niveau des exportations de poisson et des gains qui y sont relatifs
- améliorer la qualité de vie des pêcheurs et de leurs familles par un meilleur accès aux services sanitaires et sociaux

L'évaluation faite par le FIDA a conclu que l'impact sur la production des pêches a été positif, mais les bilans effectués ont également souligné la faiblesse des institutions de l'État en ce qui concerne la gestion des projets, les difficultés rencontrées par la BAFD en matière de supervision des projets et la taille réduite de l'économie de ces îles, laquelle freine le développement des marchés locaux.

## Projet de développement agricole de l'Assomada

Le projet de développement agricole de l'Assomada avait pour but d'améliorer les moyens de subsistance et les revenus de quelque 1 600 familles de petits exploitants dans la partie centrale de l'île de Santiago, après dix années de sécheresse. Plus précisément, il s'agissait de construire des ouvrages anti-érosion pour améliorer l'agriculture pluviale sur 2 130 ha et d'équiper 150 ha pour l'irrigation intensive. Le projet devait aussi améliorer le réseau de routes rurales et les approvisionnements en eau potable. Il devait enfin augmenter les installations de stockage et introduire des services d'appui agricole.

Les résultats ont été nettement en deçà des estimations, trop ambitieuses, formulées lors de la préévaluation. La production vivrière n'a augmenté que de 10% et les revenus globaux que de 20%. Seules 235 familles ont bénéficié de l'irrigation, au lieu des 1 600 familles prévues. Le projet avait en effet surestimé l'ampleur des ressources hydriques de la région et il y eut des problèmes de gestion, de supervision et de coordination entre les organismes de financement. Dans la troisième année du projet, les objectifs initiaux donc ont été ajustés à la baisse.

Malgré ces difficultés, les opérations menées ont été bénéfiques pour les familles qui y ont participé. Celles qui ont bénéficié des travaux d'irrigation ont obtenu des rendements et des revenus supérieurs à leurs attentes. Les mesures de lutte contre l'érosion ont eu un impact positif incontestable sur l'écosystème des régions équipées. Enfin, sur le plan social, la création de puits publics et l'ouverture de routes desservant certains villages constituent un acquis important à long terme pour les agriculteurs touchés.

**Coût total:**  
14,4 millions de dollars

**Prêt du FIDA:**  
5,7 millions de dollars

**Durée :**  
1988-1995

**Couverture :**  
- Îles de Santiago  
- Sal, Maio et Boa Vista

**Bénéficiaires :**  
2 000 ménages

**Cofinancement :**  
- Fonds africain de développement (FAfD)  
- Programmes des Nations Unies pour le développement (PNUD)

**Coût total:**  
8,2 millions de dollars

**Prêt du FIDA:**  
3,8 millions de dollars

**Durée :**  
1980-1983

**Couverture :**  
Région centrale des hauteurs  
de l'île de Santiago

**Bénéficiaires :**  
1 600 ménages

**Cofinancement :**  
Fonds africain de développement (FAfD)

## Projet de développement de l'agriculture et de l'élevage à assise communautaire

Le projet de développement de l'agriculture et de l'élevage à assise communautaire couvrait deux écosystèmes distincts sur l'île de Santiago : les terres d'agriculture pluviale dans les parties supérieures du bassin versant de la Ribeira Seca et les parcours récemment reboisées des zones semi-arides à arides de trois localités de l'île.

Les groupes cibles du projet comprenaient les agriculteurs sans bétail dont les exploitations, non irriguées, ne dépassaient pas 1,9 ha, les bergers possédant moins de deux vaches et cinq chèvres et les paysans sans terre. Parmi eux, les femmes avaient priorité en raison des inégalités salariales auxquelles elles devaient faire face pour un travail semblable à celui des hommes.

Etant donné la faible base de ressources naturelles disponible au Cap-Vert et l'importance de sa conservation à long terme, le projet avait pour objectif de:

- relever le niveau de vie de 1 010 familles rurales par la promotion de culture vivrières et de production animale intégrée et par l'introduction de méthodes de gestion sylvopastorales améliorées
- promouvoir le développement institutionnel, en particulier pour le Service de vulgarisation rurale, le Centre de développement de l'élevage (CDP) et l'Institut national de recherche agricole
- mettre au point des paquets de production appropriés pour la gestion de l'agriculture pluviale et de l'élevage
- promouvoir la protection de l'environnement

L'impact du projet laisse cependant à désirer et les résultats sont inégaux. Si, par exemple, dans les zones semi-arides et humides, des pratiques de conservation des sols ont été introduites par les agriculteurs, l'augmentation de la productivité agricole reste encore à démontrer.

Par ailleurs, le manque de participation des communautés aux activités de recherche et développement a posé problème. Enfin, la conception même du projet, qui définissait les activités dans ses moindres détails, n'a pas permis de développer une approche réellement communautaire et adaptée au terrain.

**Coût total:**  
8,3 millions de dollars

**Prêt du FIDA:**  
5,6 millions de dollars

**Durée:**  
1991-1999

**Couverture:**  
île de Santiago

**Bénéficiaires:**  
1 010 ménages

**Cofinancement:**  
Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)



# Stratégie du FIDA pour la réduction de la pauvreté rurale en Afrique de l'Ouest et du Centre

En Afrique de l'Ouest et du Centre, la pauvreté est essentiellement rurale et le restera encore un temps. Sur un total d'environ 125 millions de pauvres pour l'ensemble de la région, près des trois quarts vivent dans les zones rurales. L'agriculture est le secteur qui apporte à lui seul la plus forte contribution à la croissance économique, aux revenus et à l'emploi.

Plusieurs facteurs importants expliquent la pauvreté rurale qui sévit en Afrique de l'Ouest et du Centre. Le premier, et le plus important, est que les ruraux pauvres ne participent pas, ou très peu, aux principales décisions touchant leurs moyens d'existence. Ils sont rarement consultés sur les grandes orientations et les décisions en matière d'investissement. En outre, les campagnes ont été laissées à l'abandon de longue date, du fait que, dans les villes, les groupes de pression sont plus concentrés et donc mieux à même de faire valoir leurs intérêts.

Les conflits et le VIH/sida ont également gravement compromis les moyens d'existence de la population rurale au cours des dernières années, augmentant la vulnérabilité et risquant d'anéantir complètement les actifs des ménages touchés.

Pour accroître le revenu et améliorer les conditions de vie des ruraux pauvres d'Afrique de l'Ouest et du Centre, le FIDA s'attaquera à la masse critique des besoins prioritaires. Il s'emploiera à renforcer les capacités des hommes et des femmes pauvres en milieu rural pour les rendre plus autonomes et à consolider les institutions locales. Il s'attachera aussi à mobiliser les énergies, les ressources, les connaissances et les capacités locales et extérieures en forgeant des partenariats avec des organisations qui partagent ses objectifs et dont les démarches et les compétences techniques sont complémentaires des siennes. Dans ce but, il élaborera et exécutera des projets et programmes axés sur les résultats et l'apprentissage, souples et participatifs, équitables et attentifs à la problématique hommes-femmes, durables sur le plan à la fois de l'environnement et des institutions, et aptes à apporter des éléments utiles à l'analyse des politiques et à la concertation.

Le FIDA est déterminé à réaliser quatre principaux objectifs dans cette région:

- renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations et recentrer les politiques et les institutions de développement rural en faveur des pauvres
- accroître la productivité de l'agriculture et des ressources naturelles et améliorer l'accès à la technologie
- augmenter les revenus ruraux par un meilleur accès aux capitaux et aux marchés
- réduire la vulnérabilité aux principales menaces qui pèsent sur les moyens de subsistance des ruraux

Trois approches transversales essentielles seront mises en oeuvre dans la conception et l'exécution des programmes et projets appuyés par le FIDA:

- investir dans des activités axées sur la problématique hommes-femmes
- renforcer la participation
- exploiter des compétences et les savoirs locaux





#### Personne à contacter

M. Mohamed Manssouri  
Chargé de programme, FIDA  
Via del Serafico, 107  
00142 Rome, Italie  
Tél.: +39 0654592330  
Fax: +39 0654593330  
Courriel: m.manssouri@ifad.org

Pour tout complément d'information  
sur la pauvreté rurale au Cap Vert,  
visitez le Portail de la pauvreté rurale:  
<http://www.ruralpovertyportal.org>



## Bâtir un monde libéré de la pauvreté

Le FIDA est une agence spécialisée des Nations Unies, qui a pour mission de combattre la pauvreté rurale dans les régions les plus défavorisées du monde.

Au moyen de prêts à faible taux d'intérêt et de dons, le Fonds élabore et finance des projets et des programmes qui permettent aux ruraux pauvres d'échapper par eux-mêmes à la pauvreté.

Depuis le début de ses opérations en 1978, le FIDA a investi près de 9,2 milliards de USD dans 716 projets et programmes à travers le monde, qui ont permis d'aider plus de 300 millions de petits paysans, d'éleveurs, de pêcheurs, d'ouvriers agricoles sans terre, d'artisans et de membres de communautés autochtones à améliorer leurs conditions de vie et celles de leur famille.

Mais il ne s'agit là que d'une partie du montant total des investissements dans les programmes et projets du FIDA. Durant les 28 dernières années, 15,9 milliards de USD supplémentaires ont été apportés sous forme de cofinancement par les gouvernements, les participants aux projets, des donateurs bilatéraux et multilatéraux et d'autres partenaires.

Aux côtés de ses partenaires, notamment les populations rurales pauvres, les gouvernements, les ONG, les institutions financières et de développement et le secteur privé, le FIDA s'emploie à combattre la pauvreté non seulement en tant que bailleur de fonds, mais aussi en se faisant l'avocat des ruraux pauvres. L'une de ses priorités est d'aider ces derniers à développer et renforcer les organisations qu'ils ont eux-mêmes créées pour pouvoir défendre leurs intérêts et éliminer les obstacles qui empêchent un si grand nombre d'entre eux, en particulier les femmes, de se forger une vie meilleure. C'est en effet par ce biais que les ruraux pauvres seront le plus à même de participer activement aux choix qui détermineront leur propre développement.



Ouvrer pour que les  
ruraux pauvres se  
libèrent de la pauvreté

#### FIDA

Via del Serafico, 107 - 00142 Rome, Italie  
Tél.: +39 0654591 - Télécopie: +39 065043463  
Courriel: [ifad@ifad.org](mailto:ifad@ifad.org)  
[www.ifad.org](http://www.ifad.org)